

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

FRANCE : LES DÉPUTÉS APPROUVENT LA RESTITUTION AU BÉNIN ET AU SÉNÉGAL

Les députés français ont approuvé mardi dernier à l'unanimité un projet de loi restituant au Bénin et au Sénégal des biens culturels amenés en France à l'époque coloniale au titre de "butins de guerre". Le transfert au Bénin porte sur 26 pièces -statues, siège royal, portes ouvragées notamment- du "Trésor de Béhanzin" provenant du pillage du palais d'Abomey en 1892. Elles sont aujourd'hui au musée du Quai Branly-Jacques Chirac à Paris.

LA VICTOIRE À LA MAISON BLANCHE PASSE PAR LES CAMPAGNES DU WISCONSIN

Dans l'ouest de l'Etat américain du Wisconsin, les pancartes pour Donald Trump ou Joe Biden se font face chez des habitants plus polarisés politiquement que jamais. Ici comme ailleurs dans le pays, le fossé se creuse entre démocrates et républicains. Et cette région du nord du Midwest pourrait jouer un rôle crucial dans la présidentielle du 3 novembre.

KENYA : CUBA DÉMENT LA LIBÉRATION DE SES MÉDECINS ENLEVÉS EN 2019

Le gouvernement cubain a démenti hier la libération de deux de ses médecins, enlevés en 2019 au Kenya, annoncée quelques heures plus tôt par une source policière kényane. "Je démens les informations qui ont circulé à l'aube sur la soi-disant libération des deux médecins cubains enlevés, Assel Herrera Correa et Landy Rodriguez Hernandez", a écrit sur Twitter Juan Antonio Fernandez Palacios, directeur de la communication du ministère cubain des Affaires étrangères.

Nigeria : les déplacés de Boko Haram toujours en danger

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

ALORS qu'ils pensaient être sortis de l'ancre de la pieuvre, les déplacés de Boko Haram devraient être renvoyés dans le fief de leur bourreau. Car, les autorités de l'Etat du Borno, région du nord-est du Nigeria, souhaitent les renvoyer chez eux, mais l'insécurité permanente après plus de dix ans d'insurrection rend ce retour toujours impossible.

Ainsi, il y a une dizaine de jours, des centaines de résidents de Baga, grande ville sur les rives du lac Tchad, ont été invités à rentrer chez eux, six ans après une attaque particulièrement sanglante et la prise de la ville par les insurgés. Ce rapatriement de population, tant attendu par les déplacés eux-mêmes, qui vivent depuis 2014 entassés dans des camps insalubres, sans eau potable et avec peu de distributions alimentaires, devait être un moment important et solennel. Dans cette optique, le gouverneur de l'Etat du Borno, Babagana Umara Zulum, avait fait le déplacement pour les accueillir dans la ville, qu'il assurait sécurisée par l'armée nigérienne. Toutefois, les combattants du groupe Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap) ont mené une embuscade sur son convoi, faisant au moins 30 morts parmi les membres de sa sécurité et les civils. C'était la troisième embuscade menée contre lui.

Pourtant, le gouverneur Zulum, comme son prédécesseur, assure qu'accueillir et nourrir les 1,6 million de déplacés qui se sont réfugiés dans la capitale de Maiduguri est tout simplement impossible pour des raisons financières et sanitaires. Considérant que les déplacés devraient rentrer chez eux pour retrouver une vie "digne". Ce, malgré les nombreuses mises en garde et objections des ONG basées dans la région.

Pour la grande majorité des "déplacés", ces "rapatriements" dans les villes "sécurisées" par l'armée nigérienne sont juste des



Les déplacés de Boko Haram.

transferts vers d'autres camps, encore plus reculés.

"On a quitté Maiduguri dans l'idée de vivre une vie normale, comme avant la guerre, mais en réalité, on est juste retournés dans un camp encore plus

grand, où notre survie dépend des mêmes distributions alimentaires", a indiqué Gana Ibrahim, un habitant de Baga. Non sans exprimer sa désolation : "on ne peut toujours pas cultiver nos champs, ni aller chercher du bois

de chauffe dans la forêt".

A noter que l'Is wap utilise les pourtours marécageux du lac Tchad et ses îles peu accessibles comme bases de repli ou camps d'entraînement et a fait de cette région son bastion.

L'ancre de l'Is wap



Les combattants de l'Is wap.

J.O.

Libreville/Gabon

LES combattants du groupe Etat Islamique en Afrique de l'Ouest ont mis à profit leur contrôle de la région des trois frontières (Nigeria, Tchad et le Cameroun) pour mettre en place une certaine organisation. Ils font payer ainsi des taxes aux populations sur la pêche, ou

sur certains axes routiers, en échange de leur "protection". Ce qui constitue un manque à gagner extrêmement important dans cette zone frontalière très empruntée.

D'ailleurs, les pourtours du lac Tchad sont devenus l'épicentre des violences. Faisant dire à certaines personnalités de la région que même si "le gouverneur du Borno est courageux et veut le meilleur pour son peuple, ren-

voyer les déplacés là-bas, c'est les jeter dans la gueule du loup". Surtout que ces derniers temps, l'armée nigérienne a mené de nombreux raids aériens contre les bases des insurgés, tuant de nombreux combattants et trois importants commandants. "Le renvoi des populations civiles n'aurait pas pu arriver à un pire moment", a expliqué sous couvert d'anonymat une source sécuritaire. Avant qu'un spécialiste du conflit ne mette en garde. "Les insurgés ont été particulièrement affectés par ces pertes, et vont se venger d'une manière brutale".

A cela s'ajoutent les promesses non tenues du gouverneur Zulum qui a répété à de nombreuses reprises qu'il reprendrait le contrôle des territoires occupés par les jihadistes, et réussirait à faire évacuer les camps de déplacés à Maiduguri. Lui valant une impopularité galopante.

Photo:AFP

Photo:AFP